

CHOISIR LE “REPAS CANADIEN” PLUTÔT QUE LE GÂTEAU D’ANNIVERSAIRE

Vous entendez souvent dire que les personnes migrantes viennent en France pour profiter des aides et de notre argent ? Qu’on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ?

Il est peut-être temps de ne plus voir la France comme un gâteau d’anniversaire dont chacun récupérerait une part toujours plus petite, mais comme la table d’un « repas canadien » agrémentée par tous.tes et toujours remplie.



DES CONVIVES PAS SI GOURMANDES

L’impact de l’immigration est globalement neutre mais le **coût** direct de la **politique de lutte contre l’immigration** s’élève à **1,8 milliards d’euro par an** en France



DES CONVIVES QUI NE SE SERVENT PAS TOUJOURS

Le **taux de non-recours aux aides** est important : parmi les personnes pouvant recourir à l’AME, seuls **51 %** en bénéficient.

UN MENU SOUS CONDITIONS

Il faut un **titre de séjour** ou une **autorisation de travail** depuis au moins **5 ans** pour **pourvoir bénéficier du RSA**.



*« Si l’immigration peut représenter une opportunité pour la personne qui migre, elle est aussi une chance pour le pays qui l’accueille »**

UN REPAS QUI PROFITE A TOUS ET A TOUTES

Un service mis en place pour les personnes exilées **bénéficie au reste de la population**.



GLOSSAIRE

AME : aide médicale d’Etat

APA : aide personnalisée à l’autonomie

CADA : centre d’accueil pour demandeurs d’asile

RSA : revenu de solidarité active

Pour aller plus loin, tournez la page !

*En finir avec les idées fausses sur les migrations, S-A. Bisiaux, 2021



METTONS LES PIEDS DANS LE PLAT DES PRÉJUGÉS !

L'idée selon laquelle les personnes migrantes viendraient en France pour « profiter » du système social est fausse mais malheureusement répandue. C'est un préjugé ! Les aides sont avant tout conditionnées, pas toujours connues et difficiles d'accès. L'accueil inconditionnel n'est pas seulement une question éthique, c'est aussi et surtout une obligation juridique. Par exemple, le Code de l'action sociale et des familles dit que « Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence » (article L345-2-2).

LOIN DE L'ELDORADO, LA RÉALITÉ

Les aides financières

200 à 425 € mensuels : la seule aide que peuvent recevoir les personnes en demande d'asile de la part de l'État français.

10 ans : la durée minimale nécessaire de séjour en France pour toucher le minimum vieillesse.

Les allocations familiales : l'enfant doit être né en France ou être venu dans le cadre du regroupement familial. De plus, l'un.e des parent.es doit avoir un titre de séjour.

L'hébergement

Lors des demandes d'asile, si le ou la demandeur.se refuse la proposition de logement, il ne peut pas demander d'autres aides.
25 000 places pour 80 000 demandes d'asile dans l'hébergement en CADA.

Le travail

Dans le système actuel, les travailleurs sans papiers qui ont un emploi cotisent mais ne perçoivent pas d'aides. Pendant la durée de la demande, il leur est impossible de travailler même si certains le souhaitent. Par ailleurs, certains pays européens l'autorisent.

DE NOMBREUSES CONDITIONS D'ACCÈS

Les aides telles que le RSA et l'APA sont soumises à des conditions de temps et/ou de statut et/ou de ressources. Celles-ci peuvent être difficiles à remplir et impliquent des démarches longues et complexes. Pour l'AME, il y a des conditions temporelles et financières à remplir : « [Elle] ne peut être touchée qu'après trois mois de séjour, et sous condition de gagner moins de 766 euros (ou 1 150 euros pour un couple) ». De plus, un travailleur sans papiers qui a un contrat et est déclaré par son employeur perd l'AME. Sans régularité du séjour, il n'a pas le droit à la sécurité sociale alors même qu'il paye des cotisations.

LA PERTINENCE D'UN SYSTÈME D'ACCUEIL EFFICACE

Favoriser un accueil digne des personnes immigrées (accès au logement, aux soins, à l'éducation) signifie leur permettre un accès à l'emploi plus rapide et donc une contribution à l'économie plus rapide et plus importante.

Favoriser une culture locale de l'accueil permet de mettre en place des aides adaptées au contexte local.

RÉFÉRENCES

Bibliographie

Bisiaux A.-S. (2021). En finir avec les idées fausses sur les migrations. Les Editions de l'Atelier.
Rochel J. (2016). Repenser l'immigration : une boussole éthique. Opinion.
Rodier C. (2018). Migrants et Réfugiés : Réponse aux indécis, aux inquiets et aux réticents. La Découverte.
Tevanian P., Stevens J.-C. (2022). "On ne peut pas accueillir toute la misère du monde" : En finir avec une sentence de mort. Anamosa.*

Sitographie

Desinfoimmigrations.fr
www.service-public.gouv.fr
www.ritimo.org
www.histoire-immigration.fr

Réalisation : M2 GEOPOESICE